

aurions dû le faire dans les 20 cas que nous qualifions de précédents.

[Traduction]

Pourquoi le Sénat canadien donnerait-il un certificat d'approbation, aussi indirect soit-il, à la Prélature de la Sainte-Croix et Opus Dei, organisation controversée tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Église catholique romaine?

Les sénateurs Le Moyne, Corbin et Gigantès, entre autres, ont, comme je l'ai fait moi-même, relevé les aspects troublants de l'Opus Dei: les enseignements contestables de son fondateur, son association étroite avec le gouvernement Franco et des régimes fascistes dont celui de Pinochet, au Chili, les nombreuses controverses que suscite son engagement dans certains milieux financiers et politiques, ses méthodes de recrutement douteuses et les rumeurs inquiétantes de flagellation et de mortification qui l'entourent. Il nous a semblé nécessaire de regarder l'Opus Dei d'un oeil critique et de faire connaître diverses caractéristiques du groupe qui demande l'adoption de ce projet de loi privé. Ainsi que le signalait le sénateur Le Moyne dans son discours du 2 juin 1987, à propos de notre siècle, et je cite:

Nous pouvons parler sans exagérer d'une véritable mutation de la compréhension humaine et en conclure que la critique, qui constitue l'essence de la modernité, représente la légitimité de notre époque. C'est pourquoi cette liberté dont nous jouissons nous est garantie.

Si l'Opus Dei peut exister au Canada grâce à la liberté religieuse à laquelle nous tenons tous, nous avons aussi le droit de critiquer cette organisation et de révéler des faits qui risquent autrement de passer inaperçus. Chacun déteste être critiqué, mais il faut reconnaître que certaines critiques sont parfois légitimes. Or, pour l'Opus Dei, toute critique de son oeuvre et de son passé est inacceptable et ne mérite qu'un violent démenti. Pour elle, nos critiques ne sont que calomnies, et nos arguments que malhonnêtes fabulations. Nos déclarations concernant les maximes contestables de son fondateur, les liens étroits qu'elle a entretenus avec le régime fasciste de Franco, l'étendue de ses biens, sa position sans équivoque à la droite de l'Église et l'opposition de la plupart des évêques, je dis bien, de même que celle de la plupart des prêtres et des fidèles à ses méthodes et à son arrogance sont réfutées aussi vivement que nos allégations concernant son approbation de la mortification, sa participation à des scandales politiques et financiers, ainsi que son influence indue au sein de l'Église. L'Opus Dei traite presque tout ce qui se dit contre elle de mensonges ou de dénaturations des faits. Ainsi que l'écrit le correspondant du Vatican pour le *National Catholic Reporter* dans le *Tablet* du 6 février 1988, l'Opus Dei «nie constituer un «mouvement» de même qu'elle nie, en fait, à peu près tout ce qui se dit à son égard».

L'Opus Dei a encore pour tactique de minimiser l'importance des propos tenus sur ses activités. Elle dira, par exemple: «Il est vrai que nous nous situons dans l'aile conservatrice de l'Église, mais nous ne sommes pas tellement engagés dans le débat sur la théologie de la libération et le dogme; il est vrai que certaines maximes recommandent la mortification mais, de nos jours, chacun est libre d'en décider; il est vrai que nous étions dans l'entourage de Franco et d'autres dictateurs, mais nous ne les avons pas soutenus; il est vrai que nous sommes

présents partout dans le monde et que certains de nos membres détiennent des postes clés, mais nous ne sommes pas très influents». Même si elle reconnaissait avoir commis jadis des abus, l'Opus Dei prétendrait sans doute qu'il est injuste de la juger aujourd'hui à l'aune de son passé.

Mais est-ce que l'Opus Dei a vraiment changé au fil des ans? La réponse est non. En Espagne, par exemple, l'Opus Dei, bien qu'elle ne l'admette pas, continue, comme au temps du régime de Franco, à participer à la suppression de journalistes et d'universitaires qui ne lui sont pas sympathiques. Pas plus tard qu'en novembre, le jésuite Pedro Miguel Lamet, le rédacteur de *Vida Nueva*—la revue religieuse la plus lue en Espagne, dont le tirage s'élève à 20 000 exemplaires—a été démis de son poste. Dans l'édition du 9 janvier 1988 de *Tablet*, on attribue son congédiement aux pressions des milieux de la droite de l'Église et notamment de l'Opus Dei. D'autres journalistes de la revue ont démissionné pour protester contre le renvoi du père Lamet qui, dans son article d'adieu dans *Vida Nueva* évoque l'atmosphère de silence et de peur qui envahit l'Église.

● (1530)

Certains diront qu'il ne s'agit que d'un cas isolé, mais ceux qui suivent le débat qui a cours au sein de l'Église au sujet de la théologie de la libération, de la montée de l'influence révisionniste et du rôle des mouvements et des ministères, savent qu'il existe dans l'Église un malaise qui ne fait pas tous les jours la nouvelle mais qui existe néanmoins. Pourquoi le Sénat du Canada se rangerait-il d'un côté plutôt que de l'autre dans ce débat en acquiesçant les yeux fermés aux volontés de l'Opus Dei? Le débat houleux sur la laïcité qui a marqué le synode des évêques l'automne dernier illustre les inquiétudes qu'entretiennent bon nombre de membres de l'Église au sujet du rôle de mouvements laïques comme l'Opus Dei. Certains sénateurs ont déclaré qu'il fallait étudier le projet de loi en faisant abstraction des aspects religieux et théologiques. Cette optique est-elle réaliste, compte tenu de la participation de l'organisation dont émane la requête à un débat où dominent les questions religieuses? De plus, pouvons-nous ne pas tenir compte du fait que la position adoptée par l'Opus Dei dans ce débat cause un profond malaise chez bon nombre de Catholiques et de non-Catholiques? Honorables sénateurs, à cet égard, je vais aborder deux questions: celle de l'opinion de l'Opus Dei sur le rôle des femmes et celle de l'arrogance de cette organisation.

Dans son discours du 2 juin 1987, le sénateur Le Moyne a attiré l'attention sur l'attitude sexiste de l'Opus Dei et sur ce qu'il a appelé le «marécage de lieux communs sur le rôle de la femme au sein de la société contemporaine» que contiennent les notes de Escrivá de Balaguer, fondateur de l'organisation. En fait, le Sénat canadien devrait éviter toute association avec un groupe dont les opinions répugnent à de nombreuses femmes. Durant le synode sur la laïcité tenu l'automne dernier, d'après le numéro de *Tablet* du 6 février 1988, le rapport d'un groupe espagnol dont monseigneur Alvarez Portillo, prélat de l'Opus Dei, était membre, a rejeté le féminisme en prétendant que ce mouvement était hautement équivoque et a allégué sans fournir de preuve à l'appui que c'était une déformation idéologique de la vérité. De crainte qu'on puisse penser que ce sentiment est général au sein de l'Église, je voudrais signaler que le rapport d'un autre groupe espagnol dénonçait hardi-